



La rubrique « **Faits et idées** » présente des sujets remarquables à la rédaction les semaines précédentes, témoignages, portraits, faits d'actualité, prises de position, etc. Ce mois-ci, nous ouvrons un débat avec deux articles qui se répondent sur la laïcité, la justice sociale et la lutte contre la radicalisation de certains élèves. Et nous vous présentons un nouvel ouvrage publié en partenariat avec Canopé, *Faire ses devoirs. Quel accompagnement ?*, de Jean-Michel Zakhartchouk.

## En même temps !

**INTÉGRATION.** « La crise de l'enseignement n'est pas une crise de l'enseignement, c'est une crise de la société », écrivait Charles Péguy. Jean-Pierre Obin nous propose de laisser un moment l'école de côté pour examiner l'état de notre société, confrontée selon lui, comme les autres sociétés occidentales, à trois grandes crises et donc à trois défis majeurs, politique, économique et culturel. Comment l'école française peut-elle participer à les relever ? Une lecture à compléter par celle de l'article de Françoise Lorcerie, ci-après.

Une crise politique traverse la démocratie représentative libérale. La tentation populiste progresse partout, surtout chez les jeunes. Selon une étude américaine, seule une minorité de jeunes européens (et moins d'un tiers des jeunes américains) pensent aujourd'hui « *qu'il est essentiel de vivre dans un pays démocratique*<sup>[1]</sup> ». Cette tentation autoritaire s'alimente de la certitude que le peuple a été dépossédé de toute souveraineté politique par les élites, mais aussi de sentiments partagés d'injustice économique et d'insécurité culturelle<sup>[2]</sup>.

Du côté économique, la libéralisation des moyens de production et des échanges inaugurée par les années Reagan-Thatcher, si elle a eu pour effet de faire reculer massivement la pauvreté en Asie, a fracturé les sociétés occidentales. Le paradigme ancien de la lutte des classes ou celui plus récent du combat des minorités (ethniques, d'âge, sexuelles, etc.) pour l'émancipation et l'égalité y ont été supplantés par la représentation d'une société divisée entre outsiders et insiders, employés précaires et pérennes, branchés et paumés du numérique, victimes et bénéficiaires du système. De cette société fragmentée comment recoller les morceaux ? Comment refabriquer de la cohésion sociale ?

Beau défi pour la République et en particulier pour son école ! D'immenses chantiers sont déjà ouverts ou se profilent : le raccrochage scolaire, la formation professionnelle et l'adéquation formation emploi, la mixité sociale des établissements et des classes ; mais aussi la participation à la transition écologique par la formation et par l'éducation. La « *démocratisation de la société* » par l'école, objectif du plan Langevin-Wallon, reste toujours un défi, mais dans un contexte social bien différent de celui de 1947 !

### LE DÉFI CULTUREL

Du côté culturel, qui ne perçoit que l'insécurité ressentie par une grande part de nos concitoyens

<sup>1</sup> Roberto Stefan Foa, Yascha Mounk, « *The democratic disconnect* », *Journal of Democracy*, 27-3, July 2016.

<sup>2</sup> Pascal Ory, *Peuple souverain, de la révolution populaire à la radicalité populiste*, Gallimard, 2017.

devant une société devenue multiethnique et multi-culturelle, alimente les peurs, les crispations identitaires et la tentation du repli sur de supposées racines chrétiennes ou sur une improbable souche culturelle française. Et ceci sans que les libéraux culturels soient capables d'opposer d'autres arguments que moraux (d'ailleurs chrétiens), et de proposer d'autres politiques qu'humanitaires.

Toutefois, ces représentations ne sont pas que des fantasmes : des évolutions techniques, morales, démographiques, qui ont pris des siècles et ont ménagé

ainsi de longues accoutumances intergénérationnelles, se produisent désormais à l'échelle d'une vie et contraignent

### Comment refabriquer de la cohésion sociale ?

les individus à s'adapter ou à se sentir rejetés par une société qu'ils ne reconnaissent plus, nourrissant les ressentiments et la position victimaire.

Surtout, une formidable accélération démographique bouleverse notre planète. Elle qui avait mis quelques centaines de milliers d'années pour pouvoir faire vivre son premier milliard d'habitants vers 1800 a atteint le second vers 1940 et en rassemblera plus de huit milliards en 2040 ! Comment ne pas percevoir que la crise écologique est en fait une crise démographique ? Et qui engendre d'autres crises : guerres pour l'accaparement des terres et des richesses minérales, accroissement des inégalités entre le Sud et le Nord, accélération des phénomènes migratoires, etc.

### UNE SECONDE MONDIALISATION

À cela s'ajoute une évolution culturelle majeure, que Marcel Gauchet appelle « *la seconde mondialisation* » : celle des idées et des outils intellectuels qui ont permis la séparation progressive du social, du politique et du religieux, et l'émergence de l'individu, de l'État de droit et de la démocratie en Occident. « *Nous imposons de fait, involontairement, écrit-il, la sortie de la religion, de l'extérieur, à des sociétés qui ne l'auraient pas développée de l'intérieur. Ce qui produit des secousses profondes, parentes, mais forcément différentes de celles qui ont surgi chez nous, où le processus était endogène et s'est étalé sur plus de*



cinq siècles [...]. Et dans les sociétés qui sont encore pénétrées de structurations hétéronomes, qu'il s'agisse de la place de la famille ou des rôles sexués, cette réaction identitaire emprunte le mode de la réaffirmation du religieux<sup>[3]</sup>. »

L'islamisme, avec sa pointe aiguisée du terrorisme, n'a donc pas fini de nous préoccuper, en France et à l'école en particulier. Deux études récentes doivent nous alerter sur la porosité de certains de nos élèves musulmans à l'obscurantisme religieux et à la radicalisation. La première porte sur 7000 collégiens des Bouches-du-Rhône<sup>[4]</sup> On y apprend notamment que seuls 6 % des élèves interrogés se déclarant musulmans pensent que leurs professeurs de SVT (sciences de la vie et de la Terre) leur disent la vérité lorsqu'ils enseignent l'évolution des espèces, et que 15 % d'entre eux seulement privilégient le respect du droit s'il heurte une règle religieuse. La seconde, qui porte sur 9000 lycéens, nous montre l'existence d'une part non négligeable de jeunes musulmans, 12 % précisément, qui à la fois cultivent une vision absolutiste de la religion et présentent une grande tolérance à la violence : des « préradicalisés », selon les chercheurs<sup>[5]</sup>. Le défi posé là est bien identifié par nombre d'intellectuels de renom comme Tahar Ben Jelloun, Kamel Daoud, Abdennour Bidar ou Abdelwahab Meddeb. C'est celui de la nécessaire sécularisation de l'islam.

Voilà, selon moi, aujourd'hui et pour longtemps, le défi politique majeur : comment aider cette évolution, et surtout comment faire qu'elle se produise avec le moins de guerres, de terreur et de violences possibles, et d'abord en France et en Europe ? Comment éviter aussi que ces troubles ne mènent au pouvoir d'autres forces obscurantistes, le populisme et l'extrême droite, qui y sont déjà parvenus dans plusieurs pays ?

Et comment l'école peut-elle s'inscrire (à la place qui est la sienne) dans ce combat de longue haleine ? Trois nouveaux chantiers se profilent : l'intégration sociale des jeunes de culture musulmane par la suppression des ghettos scolaires ; l'intégration culturelle de ces élèves par une attention pédagogique centrée sur leur réussite scolaire ; leur intégration politique par une formation juridique et politique, et par une pratique exigeante de la laïcité par des enseignants bien formés.

### LE DÉFI SCOLAIRE

Ouvrir ou développer ces chantiers ne va pas de soi, car ils sont l'un ou l'autre récusés par deux courants intellectuels contraires.

À gauche, quelques politiciens et certains universitaires entretiennent ces jeunes dans une position victimaire et les appellent parfois à la révolte contre les institutions, utilisant, sans toujours en être conscients, la même rhétorique que les islamistes dont ils sont devenus en quelque sorte les idiots utiles.

À droite, un certain nombre d'intellectuels ou polémistes influents propagent une vision apocalyptique de l'école : l'enseignement de la culture s'y serait « effondré » sous les coups de la technocratie ministérielle alliée à un « pédagogisme » échevelé.

Selon eux, on aurait remplacé, au cours des années 1970, la fonction culturelle de l'école par une fonction sociale. Autrement dit, à vouloir faire réussir tous les élèves, on aurait tiré les meilleurs vers le bas en offrant une culture au rabais. C'est le contraire qui est vrai. L'échec du collège unique provient de la manière dont on a réalisé en 1975 la fusion des deux ordres d'enseignement, le primaire supérieur (populaire et qui avait un objectif de promotion sociale) et le secondaire (malthusien et élitiste qui ne scolarisait qu'une minorité d'élèves privilégiés) : sur la base des programmes et des enseignants de ce dernier. On a ainsi mécontenté à la fois les partisans de l'élitisme (pardon, de « l'excellence ») se plaignant d'être submergés par des élèves « n'ayant pas le niveau » et ceux de la démocratisation dénonçant « l'échec scolaire » institué en mode de régulation sauvage du système éducatif.

et des enseignants de ce dernier. On a ainsi mécontenté à la fois les partisans de l'élitisme (pardon, de « l'excellence ») se plaignant d'être submergés par des élèves « n'ayant pas le niveau » et ceux de la démocratisation dénonçant « l'échec scolaire » institué en mode de régulation sauvage du système éducatif.

### Un hommage posthume de son pays à Pierre Bourdieu sans doute ?

POUR NE PAS AGGRAVER LA PATHOLOGIE

Au lieu de revenir sur cette erreur et de (re)faire du collège la poursuite de l'école primaire, on l'a conforté dans la fonction de premier cycle du lycée, notamment en prolongeant de deux années la formation académique des enseignants, en en confiant la responsabilité aux universités, et en accordant au second degré toujours plus de moyens au détriment du premier. Ce « toujours plus de la même chose » a donné les effets habituels de ce type de remède, il n'a fait qu'aggraver la pathologie, sans aucun bénéfice pour les élèves : la France n'a fait que dégringoler dans les classements internationaux et se trouve désormais dernière pour le déterminisme social des résultats des élèves. Un hommage posthume de son pays à Pierre Bourdieu sans doute ?

Que faudrait-il faire ? Les études internationales convergent : la formation d'une élite de haut niveau n'est nullement contradictoire avec la réussite de tous les élèves, elle en est même la condition ! Plus le vivier dans lequel se dégage une élite est vaste, plus elle est nombreuse et d'un niveau élevé. Trois facteurs expliquent les bonnes performances scolaires de certains pays voisins : l'âge tardif du premier palier d'orientation, la mixité scolaire et sociale des établissements et des classes, la part de la formation pédagogique des enseignants par rapport à sa part académique. Encore trois chantiers à ouvrir et un autre défi à relever pour l'école : celui de se réformer elle-même pour parvenir « en même temps » à un enseignement de masse et à dégager une élite, et « en même temps » à remplir une fonction culturelle et une fonction sociale. Gageons qu'un quinquennat n'y suffira pas !

**JEAN-PIERRE OBIN**

Inspecteur général honoraire de l'Éducation nationale

3 Marcel Gauchet, « Retour ou sortie du religieux ? », *Philosophie magazine* n° 25, 2015.

4 Sebastian Roché, <https://m-ur1.eu/r-lnce>.

5 Anne Muxel et Olivier Galland, <https://m-ur1.eu/r-lncf>